TUNISIE

La constitution prévoit la libre pratique des religions qui ne perturbent pas l'ordre public et le Gouvernement respecte, en général, ce droit avec cependant quelques restrictions sur la liberté de religion. La Constitution déclare que l'Islam est la religion officielle de l'état et exige que le Président soit de confession musulmane. Le Gouvernement ne permet pas la création de partis politiques sur la base de la religion et interdit le prosélytisme. Il restreint le port du voile islamique (hijab) dans les administrations et il décourage les femmes de porter le hijab dans les rues et au cours de certains rassemblements publics.

Il n'y a pas eu de grands changements dans le domaine du respect de la liberté de religion au cours de la période couverte par le rapport et la politique du gouvernement continue à contribuer à la liberté de la pratique des religions, d'une manière générale.

Les bonnes relations entre les religions, basées sur l'amitié, dans la société Tunisienne, contribuent au respect de la liberté de religion.

Le Gouvernement des Etats Unis examine avec le Gouvernement les questions liées à la liberté de religion, dans le cadre de sa politique globale de promotion des droits de l'homme.

Section I : Démographie Religieuse

Le pays s'étend sur 63.170 milles carrés et comprend environ 10 millions d'habitants. Environ 99 % de la population est de confession musulmane. Il n'y a pas de données dignes de foi sur le nombre de Musulmans pratiquants. Il y a une petite communauté Musulmane indigène "Marabouts" appartenant à des confréries spirituelles appelées "Turoq" ; cependant il n'y a pas de statistiques concernant leur nombre. Des sources dignes de confiance rapportent que plusieurs membres de ces confréries ont quitté le pays peu de temps après l'indépendance lorsque le Gouvernement s'est approprié leurs lieux de culte et leurs terres (et ceux appartenant aux fondations islamiques). Même si ces communautés sont petites, la tradition, en matière de mysticisme, s'infiltré dans la pratique de l'Islam à travers le pays. Au cours des festivals annuels durant le mois de Ramadan, des membres de ces confréries organisent des activités culturelles publiques en pratiquant des danses religieuses. Il y a également environ 150 Bahaïs.

La communauté Chrétienne, composée de résidents étrangers et d'un petit groupe de citoyens Tunisiens, de descendance Européenne ou Arabe, est évaluée à environ 25.000 personnes, dispersées à travers tout le pays. D'après les chefs d'Eglises, il y a environ 2.000 pratiquants Chrétiens comprenant quelques centaines de citoyens Tunisiens convertis au Christianisme. L'Eglise Catholique gère 12 Eglises, 9 écoles, plusieurs bibliothèques et deux cliniques. Il y a approximativement 500 Catholiques pratiquants. Outre les offices religieux, l'Eglise Catholique organise également des

activités culturelles librement et prend part à des œuvres de bienfaisance à travers tout le pays. En mars, le Gouvernement a permis la réouverture d'une Eglise Catholique à Djerba, en réponse à la demande de plusieurs pays Européens dont les ressortissants visitent le pays, en touristes, en grand nombre. L'Eglise Orthodoxe Russe compte environ 100 pratiquants et gère une église à Tunis et une autre à Bizerte. L'Eglise Réformée Française maintient une église à Tunis avec une congrégation de 140 membres essentiellement étrangers. L'Eglise Anglicane dispose d'une église à Tunis avec quelques centaines de fidèles à prédominance étrangère. Il y a une petite communauté d'Adventistes du 7^{ième} Jour composée d'environ 50 membres. L'Eglise Orthodoxe Grecque, d'environ 30 membres, maintient 3 églises (à Tunis, à Sousse et à Djerba). Occasionnellement, des services religieux Catholiques et Protestants sont également organisés dans certains autres endroits, tels que des résidences privées. Il y a également 50 Témoins de Jéhovah, dont la moitié, à peu près, sont des résidents étrangers et l'autre moitié des citoyens résidents. Le Gouvernement a également permis à un petit nombre d'organisations non gouvernementales (ONG) de bienfaisance d'exercer leurs activités et d'offrir des services sociaux.

Le Judaïsme représente la troisième religion du pays avec environ 1.500 membres. Un tiers vit dans et aux alentours de la capitale et il est, pour la plupart, de descendance Italienne et comprend des immigrants Espagnols du 16^{ième} siècle. Le reste vit dans l'île de Djerba où la communauté Juive est établie depuis 2.500 ans.

Des organisations et des groupes de missionnaires étrangers travaillent dans le pays. Cependant, il n'ont pas le droit de faire du prosélytisme.

Section II – Etat de la Liberté de Religion

Cadre Légal – Politique

La Constitution prévoit le libre exercice des religions qui ne perturbent pas l'ordre public et le Gouvernement respecte ce droit, en général ; il ne permet cependant pas la création de partis politiques basés sur la religion, il interdit le prosélytisme et restreint le port du foulard islamique (hijab). La Constitution déclare que l'Islam est la religion de l'état et exige que le Président soit Musulman.

Il n'existe pas d'interdictions légales contre la conversion de l'Islam à une autre confession et le Gouvernement n'exige pas l'enregistrement des conversions ; cependant, en raison de parti pris personnels, les petits fonctionnaires, du bas de la hiérarchie, font parfois de la discrimination à l'égard des convertis y compris le recours à des obstacles bureaucratiques pour décourager la conversion.

Le Gouvernement contrôle et subventionne les mosquées et paie le salaire des imams. Le Président nomme le Grand Mufti de la République. La Loi de 1988 sur les Mosquées dispose qu'uniquement le personnel nommé par le Gouvernement est en droit de mener des activités dans les mosquées et stipule que les mosquées doivent rester fermées sauf pendant les heures de prière et pour les cérémonies religieuses autorisées telles que les mariages ou les funérailles. Cependant plusieurs mosquées d'une grande valeur historique sont partiellement ouvertes aux touristes et à d'autres visiteurs pendant quelques heures par jour, plusieurs jours par semaine. De

nouvelles mosquées peuvent être construites conformément aux nouvelles réglementations en matière de planification urbaine nationale ; cependant, dès la fin des travaux de leur construction, elles deviennent la propriété du Gouvernement. Le Gouvernement subventionne également, partiellement, la communauté Juive.

Les fêtes religieuses suivantes sont considérées comme jours fériés : Aid el Kébir, Ras El Am El Hejri, le Moulded et l'Aid Esseghir. Le Gouvernement reconnaît également le caractère sacré des fêtes religieuses non Musulmanes.

Le Gouvernement reconnaît toutes les organisations religieuses Chrétiennes et Juives établies avant l'indépendance, en 1956. Même si le Gouvernement permet aux Eglises Catholiques d'exercer librement, il ne reconnaît officiellement que l'Eglise Catholique, via un concordat de 1964 avec le Saint Siège. Outre l'autorisation accordée à 14 églises au service de toutes les sectes du pays, le Gouvernement reconnaît les actes de donation de terres signés par le Bey de Tunis au 18^{ième} et 19^{ième} siècles permettant ainsi à d'autres églises d'opérer. Le Gouvernement n'a pas réagi à une demande de visa pour une organisation religieuse Juive à Djerba ; cependant, le groupe continue à fonctionner, à exercer des activités religieuses et à faire des œuvres de charité, sans être inquiété.

Le Gouvernement accorde à la communauté Juive la liberté du culte et paie le salaire du Grand Rabbin. Il subventionne également, en partie, la restauration et la maintenance de certaines synagogues. En 1999, le Président du Comité Provisoire de la Communauté Juive et son conseil d'administration ont soumis des documents au Ministère de l'Intérieur pour obtenir l'enregistrement définitif de l'Association de la Communauté Juive de Tunisie. Même si le Gouvernement n'a pas encore donné de visa pour enregistrer la nouvelle association, le président et les membres du conseil d'administration se réunissent chaque semaine. Au cours de la période couverte par le rapport, le Gouvernement a permis à l'association de fonctionner et d'exercer des activités religieuses et de faire des œuvres de charité, en toute quiétude.

Le Gouvernement permet à la communauté Juive de diriger des écoles religieuses privées et permet aux enfants Juifs dans l'île de Djerba de partager leur journée d'enseignement entre les écoles publiques séculaires et les écoles religieuses privées. Le Gouvernement encourage également les émigrés Juifs à retourner à Djerba pour le pèlerinage annuel juif à la Synagogue historique d'El Ghriba. Il existe également une petite école privée Juive à Tunis.

Le Gouvernement encourage l'entente entre les croyances en sponsorisant régulièrement des conférences et des séminaires sur la tolérance religieuse et en facilitant et en faisant la promotion du pèlerinage annuel à la Synagogue d'El Ghriba à Djerba, célébré lors de la fête Juive de Lag B'Omar. En Décembre 2004, le Ministère des Affaires Religieuses a abrité un Colloque visant à encourager la tolérance entre les trois religions d'Abraham et a créé un programme universitaire sur le dialogue inter-civilisationnel entre toutes les grandes religions mondiales.

Le Gouvernement a également annoncé que les restrictions sur les voyages imposées aux Israéliens seront supprimées, une ancienne école hébraïque serait restaurée et transformée en un centre de formation artistique pour handicapés, et le Gouvernement aiderait au nettoyage du cimetière Juif délabré de Tunis. Dans le

passé, les restrictions sur les passeports ainsi que des soucis concernant une possible rétribution, ont découragé des Israéliens de visiter le pays, malgré les encouragements du Gouvernement aux visiteurs Juifs étrangers à participer au pèlerinage de la Ghriba. Le nombre de pèlerins Juifs à la Ghriba en Mai a fortement augmenté par rapport aux dernières années ; les estimations vont de 3.000 à 5.000 pèlerins. D'après les leaders Juifs locaux, environ 1.000 parmi ces pèlerins étaient des citoyens Israéliens voyageant en vertu des nouvelles réglementations plus souples, en matière de voyages.

Restrictions sur la Liberté Religieuse

Même si le Gouvernement respecte, en général, le droit de pratiquer librement la religion, il y a eu quelques restrictions. Les Bahaïs considèrent leur religion comme étant distincte de l'Islam, cependant, le Gouvernement considère le Bahaïsme comme une secte hérétique de l'Islam et ne permet à ses adeptes de pratiquer leur foi qu'en privé. Le Gouvernement permet aux Bahaïs de tenir les réunions de leur conseil national dans des résidences privées mais il leur interdit d'organiser des conseils locaux. Le Ministère de l'Intérieur se réunit périodiquement avec les Bahaïs les plus proéminents pour discuter, avec eux, de leurs activités et les dirigeants Bahaïs ont déclaré que cela a eu pour conséquence une amélioration des relations de leur communauté avec le Gouvernement au cours de la période couverte par le rapport.

Le Gouvernement ne permet pas la création de partis politiques sur la base de la religion, il a refusé d'accorder le visa au parti islamique En-Nahdha et a persécuté les membres présumés de ce parti sur cette base. Le Gouvernement continue à exercer un contrôle strict sur les islamistes. Il continue à refuser de délivrer, de nouveau, les cartes d'identité qu'il aurait retirées, dans les années précédentes à des présumés islamistes dont le nombre est estimé entre 10.000 et 15.000, ce qui leur a en conséquence, entre autres choses, barré la route devant tout emploi légal. Le Gouvernement a également refusé de délivrer des passeports à plusieurs présumés Islamistes. Le Gouvernement a maintenu que seuls les tribunaux détenaient le pouvoir d'annuler des passeports ; cependant, des rapports indiquent que cette séparation des pouvoirs était rarement observée dans les cas politiques les plus sensibles.

Nonobstant la réouverture de l'église à Djerba, évoquée ci-dessus, le Gouvernement ne permet pas, en général, à des groupes Chrétiens d'établir de nouvelles églises et le prosélytisme est considéré comme étant un acte illégal, contre l'ordre public. Les organisations et groupes de missionnaires étrangers sont actifs , cependant, ils n'ont pas le droit de faire du prosélytisme. Théoriquement, les autorités déportent les étrangers soupçonnés de faire du prosélytisme et ne leur permet pas de revenir, mais il y a eu des rapports disant que le Gouvernement a préféré ne pas renouveler le visa des missionnaires ou faire pression sur leurs employeurs pour ne pas renouveler leurs contrats. Cependant au cours de la période couverte par le rapport, il y a pas eu de cas rapportés faisant état d'une action politique à l'encontre de personnes suspectées de faire du prosélytisme.

Les ONG religieuses et laïques obéissent aux mêmes réglementations qui imposent quelques restrictions sur la liberté de rassemblement. Par exemple, toutes les ONG

doivent informer le Gouvernement, trois jours au moins, à l'avance, des réunions qui doivent se tenir dans des endroits publics, et elles doivent soumettre au Ministère de l'Intérieur la liste de tous les participants à la réunion.

Les groupes religieux sont soumis aux mêmes restrictions sur la liberté de parole et de presse que celles exercées sur les groupes laïques. La restriction la plus importante est le "dépôt légal" qui exige que les imprimeurs et les éditeurs déposent des copies de toutes les publications, à l'exception des journaux de la presse écrite, auprès des censeurs du Ministère de l'Intérieur, avant leur publication. Pour les publications imprimées à l'étranger, les distributeurs doivent déposer des copies auprès du Procureur Général et d'autres ministères avant de les mettre sur le marché. Même si les groupes Chrétiens ont rapporté qu'ils étaient en mesure de distribuer des publications religieuses précédemment approuvées, éditées dans des langues Européennes, sans difficulté, ils ont déclaré que le Gouvernement n'accorde pas, en général, l'autorisation de publier et de distribuer des textes Chrétiens, en langue arabe. De plus, le Gouvernement ne permet qu'aux églises établies de distribuer des publications religieuses à leurs paroissiens. Il considère la distribution de documents religieux par d'autres groupes comme une menace " illégale contre l'ordre public".

Le Gouvernement décourage le port du hijab dans l'administration publique et il y a eu des rapports indiquant que la police a demandé à des femmes de retirer leur hijab dans les bureaux, dans la rue et lors de certains rassemblements publics ; cependant, certaines fonctionnaires du gouvernement portent le hijab dans leurs bureaux. Le Gouvernement définit le hijab comme "un vêtement d'origine étrangère ayant une connotation partisane" et interdit son port dans les institutions publiques pour "consacrer l'impartialité requise de la part des fonctionnaires dans leurs relations professionnelles avec autrui". Il y a également eu de fréquents rapports indiquant que la police a parfois harcelé ou détenu des hommes portant la barbe, considérés comme suspects par le Gouvernement en raison de leur apparence "islamique" et les a parfois obligés à se raser la barbe.

L'éducation religieuse islamique est obligatoire dans les écoles publiques mais le programme religieux destiné aux élèves de l'enseignement secondaire comprend également l'histoire du Judaïsme et du Christianisme. L'Ecole Coranique de la Zeitouna fait partie du système universitaire national du Gouvernement, qui est autrement laïque.

Le droit commun basé sur la Chariaa interdit aux femmes Musulmanes d'épouser des hommes qui n'appartiennent pas à leur religion. Le mariage de femmes Musulmanes à des hommes non Musulmans, à l'étranger, est considéré comme un mariage civil et est donc nul lorsque le couple rentre au pays. Le Gouvernement ne permet pas le mariage de femmes Musulmanes avec des hommes non Musulmans à l'intérieur du pays ; cependant, si un homme se convertit à l'Islam, il peut se marier à une Musulmane. Les hommes Musulmans et les femmes non Musulmanes qui sont unis par le mariage ne peuvent pas hériter l'un de l'autre et les enfants issus de ces mariages (qui sont tous considérés par le Gouvernement comme Musulmans) ne peuvent pas hériter de leur mère.

Le droit civil est codifié ; cependant, les juges sont connus pour outrepasser le code de la famille ou les lois sur l'héritage lorsque leur interprétation est en contradiction avec la Chariaa. Par exemple les lois codifiées donnent aux femmes la garde de leur enfants mineurs ; cependant, des juges ont refusé de donner aux mères la permission de quitter le pays avec eux, arguant que la Chariaa considère le père comme le chef de la famille et qu'il doit donner la permission à ses enfants pour qu'ils puissent voyager.

En général, l'interprétation du droit civil sur la base de la Chariaa n'est appliquée que pour quelques cas familiaux. Certaines familles évitent les structures de la Chariaa sur l'héritage en signant des contrats de vente entre parents et enfants pour s'assurer que les filles et les garçons reçoivent des parts égales dans les propriétés.

Il y a eu des rapports fréquents indiquant que le Gouvernement n'a pas permis à des couples mariés de déclarer la naissance de leurs enfants et de recevoir des certificats de naissance lorsque la mère est Chrétienne et le père est Musulman et que les parents ont essayé de donner à leurs enfants des prénoms non Musulmans.

Le Gouvernement a annoncé qu'il aiderait au nettoyage du cimetière Juif délabré de Tunis, les employés du gouvernement ont la charge de la maintenance du terrain tandis que la communauté Juive est responsable de la restauration des tombes et des monuments et des grandes opérations de réhabilitation structurelle.

Il n'y a pas de cas rapportés de prisonniers ou de détenus religieux.

Abus en matière de Liberté Religieuse

En 2004, des sources dignes de foi ont estimé à environ 600 le nombre de personnes accomplissant des peines de prison en raison de leur appartenance présumée au parti politique Islamiste illégal En-Nahdha ou par ce qu'ils étaient considérés comme de présumés sympathisants des Islamistes ; il n'y a cependant pas de cas rapportés dans lesquels le Gouvernement a arrêté ou détenu des personnes sur l'unique base de leurs croyances religieuses.

D'après les avocats des droits de l'homme, le Gouvernement interroge régulièrement les Musulmans que l'on remarque en train de prier d'une manière assidue dans les mosquées. Les autorités donnent des instructions aux imams pour qu'ils adoptent les programmes sociaux et économiques du gouvernement au cours de leurs prêches dans les mosquées.

Conversion Religieuse Forcée

Il n'y a pas de rapports faisant état de conversion religieuse forcée, y compris la conversion de citoyens mineurs des Etats Unis ayant été enlevés ou retirés illégalement des Etats-Unis, ou d'un refus de permettre à de tels citoyens de retourner aux Etats Unis.

Abus de la part d'Organisations Terroristes

Il n'y a pas de cas rapportés d'abus visant des religions particulières de la part d'organisations terroristes au cours de la période couverte par le rapport.

Section III : Attitudes Socialisantes

Les relations généralement amicales entre les religions, dans la société, ont contribué à la liberté de religion.

Au cours de la période couverte par le rapport, le système universitaire public a pour la première fois créé un département de religion comparée destiné à promouvoir une plus grande compréhension entre les diverses religions.

Il existe une forte pression sociale contre la conversion de Musulmans dans d'autres religions et cela arrive très rarement. Les Musulmans qui se convertissent peuvent faire face à l'ostracisme.

En dépit d'une pression sociale historique de la part d'une classe moyenne et d'une bourgeoisie païennes qui décourage les femmes de porter le hijab, on note qu'à l'évidence, le nombre de jeunes femmes urbaines, appartenant à la classe moyenne et choisissant de porter le hijab, a continué à augmenter au cours de la période couverte par le rapport. Plusieurs observateurs considèrent cette tendance moins comme un signe d'une ferveur religieuse grandissante parmi les jeunes citoyens qu'une réaction à la pression qu'ils estiment de plus en plus forte sur la culture traditionnelle Arabo-Musulmane et visant à la moderniser.

Les journaux appartenant à des privés ont publié, dans certaines occasions, des bandes dessinées critiquant Israël. Certaines bandes dessinées utilisent des images dérogatoires de juifs orthodoxes pour faire un portrait de l'état d'Israël et des intérêts Israéliens. Ces bandes dessinées ont été faites par des dessinateurs en dehors de la Tunisie et ont été imprimées localement.

Section IV - Politique Gouvernementale des Etats-Unis

Le Gouvernement des Etats Unis discute avec le Gouvernement des questions de la liberté religieuse dans le cadre de sa politique générale en matière de promotion des droits de l'homme.

L'Ambassade des Etats Unis maintient de bonnes relations avec les chefs des groupes religieux majoritaires et minoritaires dans tout le pays et l'Ambassadeur des Etats Unis et d'autres cadres de l'Ambassade se sont réunis, sur une base régulière, avec des responsables Gouvernementaux et des chefs religieux Musulmans, Chrétiens et Juifs durant toute la période couverte par le rapport. L'Ambassade a encouragé des échanges réguliers comprenant des programmes destinés à mettre en exergue la tradition des Etats Unis en matière de tolérance religieuse et de pluralisme et elle a diffusé d'une manière régulière la publication "Muslim Life in America" (la Vie des Musulmans en Amérique).